



PN  
UD



## Désarmement, Démobilisation et Réinsertion

Numéro12, Mai 2004 -Bulletin d'Information du PNUD sur le DDR en République Démocratique du Congo

### Retour au bercail de 200 Ex-combattants

Réunion en famille au Nord Kivu



Un groupe de plus de 200 ex-combattants, qui ont été désarmés à Kindu dans le Maniema cette année, sont retournés dans leurs communautés d'origine dans les provinces du Nord et Sud Kivu ce 21 mai en vue de regagner la vie civile après des années dans la brousse en tant que membres des forces et groupes armés dans l'est de la RDC.

L'affection et la joie régnait lors du débarquement des ex-combattants du camion MONUC. Ils y étaient rejoints par leurs familles et amis, le long des routes en dehors de Goma, Nord Kivu. 129 ex-combattants de Kindu ont été transportés à bord d'un avion mis à disposition par le PNUD à Goma et 80 à Bukavu.

Les retournés font partie d'un groupe de 535 ex-combattants qui se sont désarmés spontanément et volontairement et se sont enrégistrés pour la réinsertion en avril au cours d'une opération conjointe PNUD/Gouvernement. C'était la première initiative du genre qui a suivi les procédures prévues dans le *Cadre Opérationnel pour le Désarmement Volontaire et Spontané* adopté par le Gouvernement et les partenaires DDR en décembre 2003. La Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (CONADER) chargée d'exécuter le Programme National de DDR adopté récemment, a autorisé le transport des ex-combattants vers leur milieu d'origine.

En attendant que le programme soit opérationnel, des projets spéciaux financés par le MDRP (Programme Multi-Pays de Démobilisation et Réinsertion) et d'autres bailleurs répondent aux urgences et contingences sur le terrain. Le projet *Mécanisme de Réponse Rapide* (MRR) et le projet *ComRec* du PNUD, qui ont facilité le retour des ex-combattants dans les deux Kivus, comptent parmi ces projets spéciaux.

Page 4

### Le Gouvernement de la RDC s'approprie le processus de DDR

Le PNUD transfère le rôle d'agence chef de file à la CONADER

En vue de remettre les commandes au Gouvernement de la RDC, le PNUD a transféré son rôle d'agence chef de file pour le Programme de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) au Gouvernement de la RDC le 22 avril 2004.

Au cours de la cérémonie officielle présidée par le Ministre de la Défense, Jean-Pierre Ondekane, le PNUD a mis en exergue que « le fait de disposer d'une institution nationale d'un côté (CONADER), et un autre acteur (le PNUD) jouant le rôle d'agence chef de file, serait source de confusion. Nous mettrons maintenant tous nos experts et ressources à la disposition de la Commission Nationale chargée du DDR ».

Il n'est pas question de réduire notre appui. Au contraire, nous comptons le renforcer », a affirmé M. Herbert P. M'cleod, Représentant Résident du PNUD en RDC. Mme Julia Taft, Administrateur Adjoint du PNUD et Directeur du Bureau de Prévention des Crises et Reconstruction (BCPR) a assisté à la cérémonie au cours de laquelle elle a remercié le Président de la RDC, Joseph Kabila, pour la confiance qu'il a accordé au PNUD. En octobre 2002, le Président avait en effet demandé à l'agence d'appuyer le Gouvernement dans la coordination du DDR pendant la phase intérimaire. Avec la remise, cette phase prend officiellement fin.

Les ministères clés pour le DDR, à savoir le Ministère de la Défense

Nationale, Démobilisation et Anciens Combattants, le Ministère des Affaires Sociales et le Ministère de la Solidarité et Affaires Humanitaires, ainsi que les pays donateurs et les organisations, les ONG, l'Etat Major Général et les agences des Nations Unies étaient présents pour l'événement qui a été largement couvert par les médias nationaux. Gustavo Gonzalez du PNUD et Trish Hiddleston de l'UNICEF ont restitué les acquis de la Phase Intérimaires lors de la cérémonie.

La CONADER, la Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion, mène maintenant le processus de DDR mais les partenaires tels que la MONUC, l'UNICEF, le PNUD et le BIT continueront à jouer un rôle important au niveau des efforts conjoints. Le Coordonnateur Générale de la CONADER, M. Daniel Kawata, a déclaré que le succès du processus dépendait de l'implication active de toutes les personnes ayant une expérience dans le domaine du DDR.

Page 2



Le Ministre de la Défense, Jean-Pierre Ondekane et Julia Taft à la cérémonie

### Conflit à l'Est de la RDC

Au moment de la publication de ce bulletin, l'Union Européenne envisageait de déployer une force de maintien de la paix à l'est de la RDC pour aider à rétablir la paix après l'éclatement récent de violence dans la région. Les troubles se sont étendus au pays entier et ont eu pour conséquence des manifestations visant les agences de l'ONU et la force de maintien de la paix MONUC. Le peuple congolais a blâmé l'ONU de ne pas avoir défendu la ville de Bukavu dans la province du Sud-Kivu, et de l'avoir laissé tomber entre les mains de

deux leaders militaires insurgés, qui ont attaqué la ville le 26 mai. Les insurgés, qui sont affiliés au RCD-Goma, un groupe armé qui fait aujourd'hui partie du Gouvernement, prétendent vouloir protéger la minorité rwandophone 'Banyamulenge' dans la région contre le harcèlement d'un commandant régional de l'armée nationale. Le Gouvernement à Kinshasa a refusé cette allégation et le Président, Joseph Kabila, pour sa part, a accusé le Rwanda de nourrir le conflit en amont. Le Rwanda a répondu en fermant ses frontières avec la RDC.

## Le PNUD continuera à fournir son appui technique au Gouvernement de la RDC

*L'appropriation nationale du processus de DDR est une clé de sa réussite*



“**A** la demande du Gouvernement, le PNUD pourrait jouer un rôle important plus particulièrement dans le domaine de la réinsertion des ex-combattants dans les communautés locales étant donné le réseau de projets de développement communautaire dont l'agence dispose et sa longue expérience dans la coopération technique dans des pays en situation de post-conflit”.

**L**e Représentant Résident du PNUD en RDC, Herbert P. McLeod, a confirmé l'engagement ferme du PNUD à poursuivre sa coopération avec les autorités de la RDC après avoir passé la responsabilité et la propriété du processus de DDR au Gouvernement à Kinshasa le 22 avril 2004.

**L**e PNUD continuera à fournir l'assistance technique requise par la CONADER et les Ministères pendant le processus de mise en œuvre du Programme National de DDR. Cet appui est à placer dans le cadre du partenariat MDRP (Programme Multi-Pays de Démobilisation et Réinsertion).

“**N**ous disposons de 40 ans d'expérience dans la coopération technique et nous sommes convaincu qu'il est important de laisser l'entière responsabilité à la contrepartie nationale en

renforçant parallèlement ses capacités. C'est l'élément clé pour une issue heureuse au processus de DDR”, d'après Herbert P. McLeod.



**L**es propos de Julia Taft, Directeur Adjoint du PNUD et Chargée du Bureau de Prévention de Crise et Reconstruction (BCPR), qui s'est rendu en RDC à l'occasion de la restitution, allaient dans le même sens. Elle a mis en exergue que le PNUD continuera à jouer son rôle de partenaire clé dans le processus de DDR en vue de soutenir le peuple congolais à « déterminer son propre destin ». Julia Taft a assuré l'appui de son organisation à la reconstruction du pays et à la revitalisation de l'activité économique mais a insisté sur le fait que cela devait se faire dans « un environnement pacifique sans armes ni violence ».

**T**ournée vers l'avenir, Julia Taft a promu une focalisation des efforts sur la situation à l'est du pays et plus particulièrement dans le district de l'Ituri où la paix reste éphémère et la situation humanitaire instable. L'est de la RDC est une « poudrière » qui pourrait exploser et déstabiliser le reste du pays, dit-elle. Elle a rappelé que la paix, la sécurité et la stabilité était des conditions préalables pour le succès du processus de DDR.

## Consultations à Kinshasa avec les chefs des Groupes Armés de l'Ituri

*Sept Chefs signent un accord avec le Gouvernement pour désarmer*

**L**es chefs des groupes armés du district de l'Ituri, dans le nord-est de la RDC (Province Orientale) ont rencontré des représentants du Gouvernement de la RDC, dont le Ministre de la Défense Nationale, Démobilisation et Anciens Combattants, Jean-Pierre Ondekane, le 10 mai en vue de demander la fin des hostilités dans la région et de rétablir la paix et l'autorité de l'Etat.

**A**près quatre jours de pourparlers, les sept chefs des groupes armés ont signé un accord dans lequel ils se disaient prêts à désarmer, cesser les hostilités entre eux et à participer au processus de transition vers la démocratie de leur pays. Cependant, l'importance du document reste douteuse étant donné que plusieurs chefs de groupes armés de l'Ituri ne se sont pas présentés à la réunion dans la capitale de la RDC, avançant que les mesures de sécurité prises étaient insuffisantes.

**C**ertaines différences ont surgi entre les chefs de milices et le Gouvernement de Transition sur les points suivants: alors que le Gouvernement se dit prêt à intégrer des combattants dans l'armée nationale restructurée et intégrée, les chefs des groupes veulent aller plus loin et demande une représentation dans les institutions de transition, ce qui est inacceptable pour le Gouvernement.

**L**e Ministre de la Défense, Jean-Pierre Ondekane, a averti les chefs des groupes armés que “le Gouvernement ne tolérerait pas que la population soit prise en otage par quiconque”. Cependant, la signature de l'accord suscite un espoir de paix pour le district de l'Ituri où la force de maintien de la paix MONUC a déployé un effectif de 4800 hommes. “C'est la fin de la guerre en Ituri”, a dit Azarias Ruberwa, l'un des vice-présidents de la RDC, à la fin de la consultation.

**L**es luttes incessantes ont eu des conséquences désastreuses sur la population civile. On estime à 50.000 le nombre de morts et 500.000 les déplacées. Le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, William L. Swing, insiste



Un agent de paix de la MONUC en garde du site de transit à Kpwandroma en Ituri

sur l'urgence de la situation en disant que “(la séance de travail) est la dernière chance d'une issue honorable pour les chefs des groupes armés de l'Ituri”. Il a félicité ces chefs de leur engagement « sincère » à désarmer après la signature de l'accord.

**E**n août dernier, une tentative similaire visant les chefs des groupes armés a capoté mais malgré les difficultés politiques actuelles en Ituri, les préparations pour le lancement du *Plan Opérationnel pour le Désarmement et la Réinsertion Communautaire en Ituri* (Plan DRC) se poursuivent. Le Gouvernement, le PNUD, la MONUC et l'UNICEF ont établi un Comité de Pilotage chargé de coordonner le Plan DRC qui s'occupe entre autres de la mise en place des sites de transit dans la région. La MONUC a identifié cinq sites qui ont été acceptés par les groupes armés et des mesures sont actuellement prises pour les rendre opérationnels.

# 200 Millions de dollars en soutien au Programme National de DDR

*Les bailleurs du MDRP et la Banque Mondiale accordent un don au gouvernement de la RDC*

**A**u total, la Banque Mondiale et les bailleurs ont consenti 200 millions de dollars dans le cadre du MDRP (Programme Multi-Pays de Démobilisation et Réinsertion) pour financer le Programme National de DDR adopté récemment.

**A**u cours de la quatrième réunion MDRP qui a eu lieu entre le 12 et 14 mai à Bruxelles sous les auspices du Ministère belge de la Coopération au Développement, les partenaires ont endossé un don de 100 millions de dollars pour le Programme de DDR. Ce montant a été complété par un don IDA (Association Internationale du Développement) de 100 millions approuvé le 25 mai.

**D'**après un communiqué de presse de la Banque Mondiale à Washington, "le projet d'urgence pour la Démobilisation et Réinsertion soutiendra le Gouvernement dans la démobilisation de 150.000 ex-combattants et appuiera leur retour à la vie civile. Le Programme National couvrira l'ensemble du territoire et des activités de réinsertion seront organisées selon le schéma de réinsertion de l'ex-combattant et la capacité de mise en oeuvre au niveau provincial et communautaire".

**U**ne assistance sera fournie pour aider les ex-combattants à réintégrer leur communautés et à établir un moyen de subsistance durable", selon John Elder, le responsable du Task Team de la Banque Mondiale pour le projet. Et à lui de rajouter que le projet de DDR est à placer dans le cadre plus vaste de l'assistance de la Banque à la RDC.

**L**ors de la rencontre MDRP à Bruxelles, Emmanuel Mbi, Directeur de la Banque Mondiale pour l'Afrique Centrale et Australe et la Région des Grands Lacs, a avancé que l'appui

## Partenaires MDRP :

- *Gouvernements bénéficiaires du MDRP dans la région de Grands Lacs : Angola, Burundi, République Centrafrique, République Démocratique du Congo, Namibie, Rwanda, Ouganda et Zimbabwe.*
- *Bailleurs de fonds : La Belgique, Canada, Danemark, la Commission Européenne, France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Norvège, Suède, Grande-Bretagne et la Banque Mondiale.*

au Programme de DDR aidera à « restaurer la stabilité et la sécurité, éléments qui forment la base de la transition d'une situation de conflit vers un environnement favorable à la réduction de la pauvreté ».

**A**u cours de cette même réunion, les partenaires MDRP ont également accordé 42 millions de dollars pour la démobilisation et réinsertion au Burundi. Les délégations des deux pays ont réaffirmé l'engagement de leurs gouvernements respectifs à mettre en oeuvre les Programmes Nationaux de DDR dans les délais et en toute transparence.

**L'**engagement continu de tous les partenaires au processus MDRP (...) me fait espérer que la stratégie du partenariat régional est la bonne pour appuyer à long terme la stabilisation de la région. Les progrès effectués sont très encourageants (...) et le chemin qu'il reste à parcourir – mise en oeuvre, mise en oeuvre – est clair", dixit Emmanuel Mbi dans son discours de clôture de la rencontre MDRP.

## Prochaine étape : le Plan des Opérations Conjointes

**L**e Gouvernement de la RDC a adopté le Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion pour les ex-combattants (PN-DDR) en Conseil des Ministres le 7 mai 2004. Le pays dispose ainsi d'un cadre pour lancer le processus de DDR tant attendu.

**L**e Programme reprend les définitions du statut des combattants, des groupes cibles et décrit dans les grandes lignes comment les ex-combattants seront désarmés, démobilisés et réinsérés dans la vie civile en tant que citoyens productifs. Le Programme a été conçu dans le cadre du 'Tronc Commun' en collaboration avec l'armée nationale restructurée et intégrée – dans laquelle un certain nombre de combattants seront intégrés après screening et sélection – pour prendre en compte l'interdépendance entre les deux processus. Les activités du 'Tronc Commun' comprennent la sensibilisation, le regroupement, l'identification ainsi que l'orientation.

**I**l revient maintenant au Gouvernement de la RDC, avec l'assistance du PNUD, de la MONUC, de l'UNICEF, du MDRP, de la Coopération Belge et d'autres partenaires, de préparer les mécanismes de mise en oeuvre permettant de rendre le Programme opérationnel. C'est par la formulation et la mise en oeuvre du Plan des Opérations Conjointes (POC) que cette activité est assurée. Ce POC consiste en six modules dont le premier, une campagne générale de sensibilisation ciblant les ex-combattants, les communautés d'accueil et le

public général, a été finalisé et adopté par le comité de rédaction composé d'un groupe de travail conjoint.

**P**ar ailleurs, le Président de la République, Joseph Kabila, a fait parvenir la lettre politique de démobilisation dans laquelle il garantit la bonne utilisation des fonds et définit la politique de DDR, à la Banque Mondiale et au MDRP, soit les deux principaux bailleurs du programme de DDR, afin de permettre le déboursement des fonds. Les deux bailleurs ont respectivement approuvé un don de 100 millions de dollars pour le programme, la lettre du Président constituant une condition préalable à la libération des fonds.

## Bénéficiaires du Programme DDR

*Tous les ex-combattants femmes et hommes qui ont la nationalité congolaise et qui sont armés ou en possession d'un certificat de désarmement délivré par l'autorité compétente y compris dans le cadre du désarmement spontané et volontaire; qui ont pris part au conflit entre octobre 1996 et mai 2003; qui ont appartenu aux groupes ou forces armés suivants : FAC, MLC, RCD, RCD-ML, RDC-N, Mayi-Mayi, PUSIC, FNI/FRPI, FAPC, FDPC et UPC.*

*Les garçons et filles de moins de 18 ans qui ont été associés aux forces et groupes armés.*

*Les ex-combattants handicapés et malades chroniques.*

# Les profils de la banque de données : une base pour la réinsertion

*La CONADER autorise le PNUD à transporter des ex-combattants vers leur communauté d'origine*



Un ex-combattant montre son attestation de désarmement dans un camp de transit à Goma

En établissant une base de données contenant le profil socio-économique de quelques 500 ex-combattants, le PNUD a fourni au Gouvernement, aux agences et partenaires DDR en RDC un exemple d'outils utiles pour le processus de réinsertion des ex-combattants.

La banque de données fournit l'information de base pour la réinsertion du premier groupe de combattants qui ont désarmés et ont été enregistrés conformément aux procédures du *Cadre Opérationnel pour le Désarmement Volontaire et Spontané*. La majorité du groupe qui a désarmé à Kindu dans la province du Maniema, a été réinsérée dans sa communauté d'origine dans le Maniema alors qu'un groupe de 209 ex-combattants âgés entre 18 et 40 ans et leurs dépendants ont pris un vol pour Goma et Bukavu le 21 mai pour être réinsérés dans les provinces du Nord et Sud Kivu.

À la demande de la CONADER, la Commission gouvernementale chargée d'exécuter le Programme National de DDR, le PNUD a fourni un transport aérien vers les Kivus et a distribué une assistance immédiate sous forme de nourriture et de kits contenant des outils pour l'agriculture et la pêche. De plus, chaque ex-combattant a reçu un montant de 3800 FC (10 USD) à son arrivée à destination.

À Goma, où s'est rendu le groupe de 129 ex-combattants, l'ONG allemande GTZ avait monté un site de transit où les ex-combattants pouvaient passer la nuit avant d'être transportés à la maison à bord de camions mis à disposition par la MONUC.

Dans les communautés de retour, un réseau d'ONG locales et internationales sera chargé des activités de réinsertion. Ces activités seront sélectionnées au cas par cas sur base des informations fournies par la base de données.

“Nous disposons du profil socio-économique de chaque ex-combattant, ce qui veut dire que nous pouvons procéder à sa réinsertion de manière sérieuse”, dit le conseiller provincial du PNUD, Guy Saizonou, qui travaille pour le projet ComRec à Kindu.

Dans le Maniema, le PNUD collabore avec un réseau de 150 ONG. A Kindu, des ONG ont été chargées de la sensibilisation et de la fourniture d'assistance immédiate sous forme de nourriture pour les combattants désarmés.

La tâche qui attend maintenant le réseau d'ONG sur le terrain sera d'assister les retournés et leurs communautés d'origine, en collaboration avec le PNUD et le Gouvernement, dans le long processus de réinsertion des ex-combattants dans la vie productive en tant que fermiers, pêcheurs, artisans ou vendeurs par exemple.



Les ex-combattants embarquent l'avion à Kindu pour rentrer au bercaïl au Nord et Sud Kivu

## En Bref

Le Sous Secrétaire Général chargé des Opérations de maintien de paix, Jean-Marie Guéhenno, a rencontré le Président Joseph Kabila le 21 mai au cours de sa visite en RDC. Jean-Marie Guéhenno l'a félicité du progrès accompli mais a fait remarquer qu'il restait encore des tâches à accomplir en terme de reconstruction, formation d'une armée restructurée et intégrée, de sécurité, d'expansion de l'autorité de l'Etat et d'organisation des élections. Il espère tout particulièrement voir une accélération dans le désarmement des groupes armés, indiquant que le contexte actuel est favorable à ce type de progrès.

Une détente politique entre la RDC et son voisin, le Congo-Brazzaville a été signalée dans la presse au début du mois de mai. Après la publication d'un communiqué conjoint, les deux pays préparent un échange d'ex-combattants en vue de les rapatrier vers leur pays

d'origine. Selon un journal, près de 4000 anciens DSP (Division Spéciale Présidentielle) réfugiés à Brazzaville pourraient revenir en RDC.

Le Président Joseph Kabila a nommé le Coordonnateur et les deux Coordonnateurs Adjointes de la Structure Militaire d'Intégration le 13 mai. Le Colonel Mbiato Konzoli occupe le poste de Coordonnateur, le Colonel Nyembo Abdallah a été nommé en tant que Coordonnateur Adjoint chargé des opérations spéciales d'intégration et officier de liaison alors que le Colonel Fungula Katutu occupera la fonction de Coordonnateur Adjoint chargé de l'Administration et de la Logistique. Le ministre de la Défense Nationale, Démobilisation et Anciens Combattants a proposé les membres de la structure qui seront chargés de la gestion de la reconstruction de l'armée nationale restructurée et intégrée.